

## MONDE

**Menaces en France.** « *Je ne suis pas là pour inquiéter les gens, mais nous avons des indications sérieuses émanant de renseignements fiables nous disant qu'il y a un risque d'attentat important* ». Déclaration du directeur général de la police nationale (DGPN). Pour Frédéric PECHENARD, il y a deux catégories de cibles : « *assassinat d'une personnalité* » et « *attentat dans un endroit très fréquenté, comme les transports en commun ou les grands magasins* ». La France est en régime de *Vigipirate rouge* depuis plusieurs années, mais pas au niveau d'alerte maximum *Vigipirate écarlate*. Cela signifierait alors « *l'imminence d'un attentat* » et la prise alors de « *mesures extrêmement drastiques* », comme la fermeture des gares, des métros, des aéroports.

**Niger : Aqmi revendique les enlèvements.** La France a authentifié la revendication adressée par Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) qui affirme être l'auteur de l'enlèvement sur le site d'extraction d'uranium d'Arlit, dans le nord du Niger, de sept employés d'Areva et de Satom, une filiale du groupe Vinci. Aqmi a également indiqué qu'elle allait adresser des demandes à Paris, précisant que l'opération avait été réalisée sous la direction de l'islamiste algérien Abelhamid ABOU ZEID. Le gouvernement nigérien affirme qu'Areva avait été menacé par Aqmi. Tous les moyens d'observation et de renseignements militaires français ont été mis en place pour retrouver le, ou les, lieux où les otages sont détenus. Dans le désert du Mali très vraisemblablement. Al-Qaïda a mis de nouveau en garde la France contre toute opération visant à libérer les cinq Français enlevés. C'est ce que rapporte le groupe de surveillance des sites islamistes SITE.

**Enlèvement de trois Français au large du Nigeria.** Un remorqueur des services maritimes de la société Bourbon, avec 16 membres d'équipage, a fait l'objet d'un assaut sur le champ pétrolier d'Addax, au large du Nigeria, une zone en proie à l'instabilité en raison de revendications autonomistes. Trois Français travaillant pour le groupe ont été enlevés. Aucune revendication n'a pour l'instant été formulée mais le gouvernement privilégie la piste d'un acte de piraterie, écartant ainsi un lien avec l'enlèvement de cinq Français au Niger, pays voisin du Nigeria. Les rebelles du Mend affirment les avoir localisés et disent être en pourparlers avec les ravisseurs. Le golfe de Guinée est un lieu de piraterie avec une centaine d'actes de piraterie en 2009.

**Nicolas SARKOZY devant l'Assemblée générale de l'ONU.** Le chef de l'Etat a plaidé pour l'adoption d'une taxe universelle sur les transactions financières pour financer les objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Il a également insisté sur la nécessité de réformer la gouvernance mondiale, l'une des priorités qu'il a retenues pour la présidence du G20 (mi-novembre) et du G8 (1<sup>er</sup> janvier 2011). Il a enfin annoncé qu'il se rendrait en janvier prochain au sommet de l'Union africaine à Addis Abeba (Ethiopie).

**Législatives en Afghanistan.** Au moins 14 morts. Le chef de la mission de l'ONU Staffan de MISTURA a estimé que la sécurité n'avait pas été « *bonne* ». 4,3 millions d'Afghans ont voté (chiffres partiels), soit 47% de participation. 3.700 plaintes pour fraude ont par ailleurs été reçues par la Commission des plaintes électorales.

**Lutte contre le Sida. Hausse de 20% de la contribution française.** « *Nous avons pris la décision, alors que nous sommes le deuxième contributeur du Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose (...) d'augmenter notre contribution de 20% les trois prochaines années* », a déclaré M. SARKOZY. L'enveloppe annuelle de la France au Fonds passerait de 300 à 360 millions d'euros par an. Premiers donateurs du Fonds mondial, les Etats-Unis versent chaque année 1,1 milliard de dollars.

**Le FMI renfloué pour financer les pays pauvres.** Le Japon, la Grande-Bretagne et la Chine se sont engagés en vertu de ces accords à acheter des obligations du FMI, à hauteur respectivement de 2,7 milliards, 2 milliards et 1,2 milliard de dollars. La France a, de son côté, signé un accord de prêt, pour un montant de 2 milliards de dollars.

**Dégraissage en Russie.** Le président Dimtri MEDVEDEV a annoncé la suppression de plus de 100.000 postes de fonctionnaires fédéraux en trois ans, soit 20% des effectifs. Un milliard d'euros d'économies.

## EUROPE

**Débat.** Pour la 1<sup>ère</sup> fois, le président du Conseil de l'UE, Herman Van ROMPUY, a présenté un rapport sur les résultats du Conseil de l'UE du 16 septembre, conformément aux exigences du Traité de Lisbonne. Ont été notamment abordées les relations de l'UE avec ses partenaires stratégiques et les avancées de la task-force sur la gouvernance économique présidée par M. Van ROMPUY.

**Percée de l'extrême droite en Suède.** Selon les résultats définitifs, la coalition gouvernementale du Premier ministre suédois sortant Fredrik REINFELDT obtient 49,2% des voix et 172 sièges sur les 349 du Riksdag, trois de moins que la majorité absolue. Le Premier ministre a exclu toutefois de gouverner avec l'extrême droite qui a fait son entrée remarquée au Parlement. Les Démocrates de Suède (SD) ont recueilli 5,7% des suffrages. Cette percée électorale arrive après de récents succès de partis nationalistes, voire xénophobes aux Pays-Bas ou en Hongrie.

**Les Suissesses vont vite en politique.** Les femmes sont majoritaires au gouvernement. Le Conseil fédéral, l'organe exécutif de la Confédération suisse, compte en effet depuis cette semaine quatre femmes et trois hommes. La socialiste Simonetta SOMMARUGA a été désignée par l'Assemblée fédérale. Les femmes occupent toutes les présidences politiques : celle de la Confédération et celles des deux chambres (Conseil national et Conseil des Etats). Les Suissesses n'ont pourtant le droit de vote que depuis 40 ans... La Suisse est le 5<sup>ème</sup> pays au monde à avoir un gouvernement à majorité féminine, avec le Cap-Vert, la Finlande, la Norvège et l'Espagne.

**Pas d'augmentation de TVA en Grèce.** George PAPANDREOU, le Premier ministre, l'a exclue. Il affirme que son gouvernement trouvera des solutions alternatives pour augmenter les recettes de l'Etat.

**Manifs à Bucarest !** 10.000 à 17.000 Roumains dans la rue pour protester contre une hausse des impôts et une réduction des salaires des fonctionnaires. Les mesures d'austérité imposées dans le cadre d'une aide de 20 milliards d'euros du Fonds monétaire international ont rendu le gouvernement très impopulaire. La cote des libéraux-démocrates est tombée à 13%. Le Premier ministre, Emil BOC, devra faire face à une motion de censure au Parlement en octobre.

**Twitter son eurodéputé.** Nouveau site internet de « Toute l'Europe », créée en 2005, qui permettra aux citoyens européens de « twitter » avec leur représentant au Parlement européen. Il couvrira les 27 Etats membres, sans distinction d'appartenance politique. « Tweetyourmep » servira aussi de canal d'information aux élus, qui pourront y présenter en continu leurs activités.

## AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

**Japon, remaniement.** Le Premier ministre, Naoto KAN, tout juste confirmé dans ses fonctions, a remplacé notamment son ministre des Affaires étrangères en pleine crise diplomatique avec la Chine. Seiji MAEHARA a été nommé à la place de Katsuya OKADA. Poids-lourd du PDJ connu pour son franc-parler, M. MAEHARA était auparavant ministre des Transports et de l'Aménagement du territoire.

**Jamais deux sans trois ?** Evo MORALES n'exclut pas de se porter candidat en 2014, alors que la Constitution bolivienne limite à deux le nombre de mandats présidentiels possibles. Lui considère qu'il n'a effectué qu'un seul mandat aux termes de la nouvelle Constitution adoptée en janvier 2009. Evo MORALES a été élu en 2006 réélu en décembre dernier avec 64% des voix. Le sénateur d'opposition (droite) Bernard GUTIERREZ a dénoncé « *le désir totalitaire* » du pouvoir actuel.

**Haïti.** Le chanteur Wyclef JEAN renonce à la présidentielle. Sa candidature a été rejetée parce qu'il n'avait pas résidé de manière permanente dans le pays au cours des cinq dernières années. Vivant aux Etats-Unis, il veut désormais se consacrer à sa musique et publier l'an prochain un nouvel album intitulé « *Si j'étais président, l'expérience haïtienne* »...

## POLITIQUE INTÉRIEURE

**L'incident est clos...** Evoquant le différent entre Paris et Bruxelles à propos de la politique gouvernementale à l'égard des Roms, François FILLON devait déclarer : « *Il est légitime que la Commission vérifie la légalité européenne de la conduite des opérations d'évacuation des*

*campements illicites, mais la Commission doit s'abstenir de tout jugement de valeur hâtif* ». Selon lui, « *les chiffres démontreront l'absence de toute discrimination* ». 80% des personnes visées par les démantèlements de camps étant des gens du voyage français. François FILLON regrette que l'exécutif européen ne soit pas assuré qu'une partie des milliards d'euros destinés à la Roumanie et à la Bulgarie soient utilisés pour l'intégration des Roms. Les institutions européennes doivent se saisir sérieusement du problème. Quant au différend verbal : « *Je ne reviens pas sur certains propos outranciers qui ont été tenus, l'incident est clos* », a-t-il dit.

**MoDem : la « menace fantôme ».** Université de rentrée du 24 au 26 septembre. Sera présenté le « *cabinet fantôme* » que propose le parti de François BAYROU. Composé de 22 personnes et inspiré d'une institution britannique qui permet à l'opposition de participer à l'exercice du pouvoir, ce cabinet doit « *faire la preuve qu'une équipe solide existe dans ses rangs pour affronter les temps qui viennent* ».

**Journées parlementaires du PS.** Dans le contexte de la réforme des retraites, les socialistes étaient réunis à Pau sur le thème « la République à l'endroit ». Thème décliné sur plusieurs fronts : retraites, diplomatie, décentralisation et écologie, éducation, sécurité, justice, fiscalité, etc. Autre enjeu important qui a été rappelé : les élections sénatoriales de septembre 2011. Pour la première fois dans l'histoire de la V<sup>ème</sup> République, le Sénat peut basculer à gauche. « *Jamais plus dans l'histoire, nous n'aurons une situation aussi favorable. On a besoin de l'appui de tous* », a affirmé Jean-Pierre BEL, président du groupe socialiste au Sénat.

**L'UMP rassemblée derrière SARKOZY ?** C'est l'objectif de Jean-François COPE à Biarritz aux journées parlementaires de l'UMP. Le patron des députés UMP sera au centre des discussions, qui porteront sur le rôle qu'il jouera dans le nouveau dispositif découlant du prochain remaniement. François FILLON sera présent ce vendredi pour clôturer les travaux. Les prétendants « *officiels* » à sa succession à Matignon (Jean-Louis BORLOO et Michèle ALLIOT-MARIE), seront également présents, ainsi que l'outsider François BAROIN.

**La clef de Matignon ?** Le ministre de l'Ecologie, n°2 du gouvernement, Jean-Louis BORLOO, dont le nom est cité parmi les Premiers ministres possibles, a estimé que la compétitivité de la France est « *la clef de tout* ». Interrogé sur la reprise économique, M. BORLOO la juge « *à notre portée* », à condition d'avoir « *comme priorité la compétitivité* ». Il suggère de « *regarder à la loupe* » ce qui se passe dans les grands pays émergents. Plaidant en faveur de « *financements innovants* », il propose d'organiser un « *Grenelle de la fiscalité* » autour de 2012 afin en particulier de « *réintroduire de la simplicité, de la visibilité* » et d'« *accentuer l'équité fiscale* ».

**Matignon ? C'est non !** Jean-François COPE est clair. Ses offres de service à Nicolas SARKOZY ne concernent pas Matignon, mais l'UMP. « *J'ai simplement dit au président de la République que pour ce qui me concernait, j'étais décidé à être totalement engagé à ses côtés* », pour « *sa réélection en 2012* » et « *je lui ai dit que cette offre de services était de m'investir dans le parti* ». Offre caduque si FILLON devait prendre le parti a précisé Jean-François COPE.

**Un Bordeaux sinon rien...** Même s'il devait être appelé à d'autres fonctions (au gouvernement) Alain JUPPE, veut rester maire de Bordeaux. « *Même si je devais obtenir d'autres responsabilités, je souhaite ardemment rester Maire de Bordeaux* », a déclaré l'ancien Premier ministre.

**J'y suis, j'y reste.** Souhait de Frédéric MITTERRAND de rester à son poste de ministre de la Culture et de la Communication après le remaniement. « *Mais la décision ne m'appartient pas* », dit-il. Il se veut un ministre de la Culture « *qui écoute et qui réfléchit, qui prend le temps nécessaire* »...

**Les ministres aimés des Français.** Sondage BVA pour « La Matinale » de Canal +. Seuls trois ministres trouvent grâce aux yeux des Français et des sympathisants de droite : la ministre de l'Economie, Christine LAGARDE (51% d'opinions favorables pour son bilan, 54% d'opinions favorables pour son maintien au gouvernement), la ministre de la Justice Michèle ALLIOT-MARIE (49% et 56%) et le ministre de l'Ecologie Jean-Louis BORLOO (47% et 56%). Alain JUPPE recueille 44% d'opinions favorables à son entrée au gouvernement. Jean-François COPE, 38%.

## PARLEMENT

### Assemblée nationale

**A l'ordre du jour de la semaine prochaine.** Explications de vote des groupes et vote à scrutin public sur le projet de loi, modifié par le Sénat, en deuxième lecture, de réforme des collectivités territoriales. Discussion du projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité. Le rapporteur est Thierry MARIANI, au nom de la commission des lois.

## Sénat

**Ordre du jour de la semaine prochaine.** Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité, et le projet de loi de régulation bancaire et financière qui prévoit de renforcer la supervision des acteurs et des marchés financiers. Il institue un conseil de régulation financière et du risque systémique, ainsi que l'enregistrement et le contrôle des agences de notation.

### CONSEIL DES MINISTRES

**Projets de loi.** Transposition de diverses directives du Parlement européen et du Conseil en matière civile et commerciale (adaptation du droit français des fusions et scissions de sociétés, de certaines dispositions relatives aux droits des actionnaires de sociétés cotées et enfin, définition d'un cadre de la médiation civile et commerciale, qu'elle soit conventionnelle ou judiciaire).

**Communications.** Les avancées en matière de régulation financière. / L'office méditerranéen de la jeunesse. / L'industrialisation des véhicules électriques et hybrides rechargeables. / Le bilan de la politique de l'emploi des seniors.

### ÉCONOMIE - DÉFENSE

**Objectif : 2% de déficit budgétaire.** C'est ce qui est nécessaire, dit François BAROIN, si le pays veut renouer avec l'équilibre en 2016. C'est l'objectif affiché du gouvernement. On voulait être à 3% de déficit par rapport à la richesse nationale en 2013, soit une réduction de 100 milliards d'euros en trois ans. Dans le cadre de ces efforts, François FILLON a promis une réduction d'au moins 12,5 milliards d'euros des niches fiscales en 2012, après un effort de 10 milliards en 2011.

**Le bouclier fissuré à coups de rabot.** Les hausses d'impôts provoquées par le coup de rabot de 10% sur 22 niches fiscales ne pourront pas être prises en compte dans le calcul du bouclier fiscal. Bercy assure que des dispositions seront prises dans le projet de loi de Finances pour neutraliser l'effet du bouclier dans ce cas. Seul le coup de rabot est visé. Cette baisse de 10% doit rapporter 440 millions d'euros de recettes supplémentaires à partir de 2012.

**L'euro monte, l'or s'envole...** Annonce de la Fed d'une reprise « modérée » aux Etats-Unis, qui souligne son malaise par rapport à la faible inflation. L'euro est passé de 1,31 à 1,34 dollar en deux heures. Son plus haut niveau depuis cinq mois. La semaine dernière, l'euro était à 1,27 dollar. Le cours de l'or vole de record en record atteignant 1.296,25 dollars. Du jamais vu, qui traduit les incertitudes persistantes des investisseurs sur la reprise économique. Les achats d'or sont en effet favorisés par l'affaiblissement actuel du dollar face aux devises européennes et asiatiques.

**L'OMC** prévoit une progression sans précédent du commerce mondial en 2010, revoyant à la hausse ses prévisions de croissance des échanges à 13,5% contre 10% prévus jusqu'à présent.

**2 milliards d'euros.** C'est le montant total des prélèvements qu'auront à payer les banques en 2013, au titre de la taxe bancaire, qui vise les activités les plus risquées des établissements financiers. Selon Christine LAGARDE, 504 millions seront versés l'an prochain à l'Etat, 555 millions en 2012 et 810 millions en 2013. Elle ajoute : « *le principe est clair : plus une banque prendra de risques, plus elle sera taxée* ».

**30 et 40 millions d'euros pour Bernard TAPIE.** C'est qu'il a indiqué dans une lettre au président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, Jérôme CAHUZAC, à sa demande. C'est la somme définitive qui lui reviendra en règlement du conflit Adidas, compris entre 60 et 80 millions d'euros, après frais de liquidation. Bernard TAPIE précise qu'il devra acquitter sur cette somme l'impôt maximum sur les revenus, soit 50%. Loin des 210 avancés par le Canard Enchaîné.

### FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Disparition d'un jeune couple de Français en Bolivie.** Disparus depuis le 28 août dans le nord est du pays à Guayaramerin. Jérémie BELLANGER, et sa compagne Fannie BLANCHO, étaient en voyage en Bolivie depuis fin juillet. Au mois d'août, ils ont passé trois semaines hébergés par une famille bolivienne à Guayaramerin et ont disparus lors d'une fête de village. L'hypothèse d'un enlèvement apparaît comme la plus vraisemblable. Le ministère des affaires étrangères recommande vivement aux Français à l'étranger de consulter le site « Conseil aux voyageurs » du ministère. [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs\\_909/index.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs_909/index.html)

**Elections partielles à l'AFE** : les Français résidant dans les circonscriptions de Washington et de Mexico sont appelés aux urnes **le 24 octobre** pour élire leurs conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger. Ils pourront voter par correspondance postale ou électronique, ou en personne, dans leur consulat. Le Bureau de vote par Internet sera prochainement constitué par arrêté. Toutes les infos sur ce scrutin et sur le vote par Internet : [www.afe2010.fr](http://www.afe2010.fr).

## SANTÉ – SOCIÉTÉ

**Sondages.** 63% des Français ne croient pas à la promesse du PS de rétablir la retraite à 60 ans si la gauche remportait la présidentielle. Sondage Opinionway pour le Figaro. Seules 36% des personnes interrogées répondent par l'affirmative. 70% estiment que le projet de réforme des retraites est « *nécessaire* » contre 29% de non. 52% qu'il est « *courageux* », 46% que non. Seulement 34% qu'il est « *juste* », contre 64%. Selon un sondage BVA – Canal+, 66% des Français jugent que les récentes positions gouvernementales sur l'immigration et la sécurité se rapprochent de celles du Front national. Enfin selon le baromètre Ipsos pour Le Point, 51% des électeurs du FN affirment soutenir l'action gouvernementale, contre seulement 32% au début de l'été.

**La fée électricité n'éclaire pas tout le monde.** « *C'est une honte, et c'est inacceptable* », selon l'Agence internationale pour l'énergie, selon laquelle plus de 20% de la population mondiale, soit 1,4 milliard de personnes, n'ont pas accès à l'électricité et 40% dépendent encore de réchauds rudimentaires et toxiques pour cuisiner. La ville de New-York consomme plus d'énergie électrique que les 791 millions d'habitants de l'Afrique sub-saharienne (sans l'Afrique du Sud).

**L'eau publique fait pschitt !** La Pétillante et ses fines bulles semblent plaire aux enfants. Cette eau gazéifiée et gratuite est disponible depuis le 21 septembre à proximité de la mairie du XII<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. La fontaine du jardin de Reuilly, de conception italienne, a été inaugurée dans le cadre d'une campagne visant à multiplier les accès gratuits à l'eau publique dans la capitale.

**Contre le « Staline » de FRECHE à Montpellier, le « Jean-Paul II » d'ESTROSI à Nice.** Le Conseil municipal a décidé l'installation de trois statues dans la commune : celles du Général de GAULLE et d'Albert CAMUS... et celle de Jean-Paul II. L'opposition socialiste a vivement protesté au nom de la laïcité et des principes républicains. Protestation vaine : la délibération a été adoptée par la majorité UMP. Le buste de Jean-Paul II, du sculpteur italien Giuseppe CACACE, sera donc installé sur la place publique face au monastère de Cimiez.

## CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

**Les cinés ne se font pas de cinéma... sur leur avenir financier.** On vend plus de places, mais les exploitants de salles se déclarent accablés par les charges et les exigences des distributeurs ainsi que les frais de modernisation (numérique et 3D). Frédéric MITTERRAND a annoncé une enveloppe de 125 millions d'euros sur 3 ans pour soutenir le passage des petites salles au numérique. Avec un fauteuil rouge pour 57 habitants, selon le Centre national du Cinéma, la France dispose du 3<sup>ème</sup> réseau de distribution au monde après les Etats-Unis et l'Inde.

## CARNET

### Nominations

**Pierre-Alain COFFINIER**, consul général à Edimbourg et Glasgow.

**Pascal COLLANGE**, conseiller technique à la présidence de la République.

**Grégory CANAL**, conseiller technique chef adjoint de cabinet du Premier ministre.

**Sebastian GROTH**, conseiller coopération franco-allemande au cabinet du Premier ministre.

**Laurent GRANIER** se voit confier la direction des affaires financières au Quai d'Orsay.

**Christian CONNAN**, serait nommé ambassadeur au Cambodge.

**François LUCAS**, directeur de l'immigration au ministère de l'immigration.

**Laure AUER**, jusqu'alors première conseillère de coopération et d'action culturelle à Londres, devient secrétaire générale de Culturesfrance.

**Benoît LECLERCQ**, conseiller maître en service extraordinaire à la Cour des comptes.

**Yann JOUNOT** pourrait prendre la tête de la direction de la protection et de la sécurité de l'Etat au Secrétariat de la défense et de la sécurité nationale.

**INFOS Hebdo. Copyright** : Robert del PICCHIA. **Editeur** : le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité** : l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel** : +33 1 42 34 26 87. **Fax** : +33 1 42 34 42 08. **Mail** : [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)